Les conséquences politiques de la crise sanitaire : Le retour de l'Etat

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. Les conséquences politiques de la crise sanitaire : Le retour de l'Etat. [Rapport de recherche] Le Baromètre de la confiance politique / vague 11bis - La Note #1, Sciences Po - CEVIPOF. 2020, pp.8. hal-03057973

HAL Id: hal-03057973

https://sciencespo.hal.science/hal-03057973

Submitted on 11 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

SciencesPo
CEVIPOF

LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #1 / vague 11bis

Avril 2020

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA CRISE SANITAIRE : LE RETOUR DE L'ÉTAT

L'un des principaux effets de la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de coronavirus est de voir se développer des représentations bien plus favorables à la fermeture des frontières et au contrôle de l'État sur son territoire. Entre février et avril 2020, on enregistre une hausse importante de la demande de protection à l'égard de la mondialisation et cela dans toutes les catégories sociales. Cette demande marque cependant davantage l'électorat de droite. Elle porte en priorité sur le protectionnisme économique et ne traduit pas une montée en puissance de la xénophobie.

Méthodologie : La vague 11 bis du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 2 au 7 avril 2020 pour le terrain français auprès d'un échantillon représentatif de 1 766 personnes interrogées selon la méthode des quotas. Il s'agit d'un panel puisque ces enquêtés avaient déjà été interrogés lors de la vague 11 menée en février 2020.

Luc Rouban

L'une des grandes questions soulevées par la gestion gouvernementale de l'épidémie de coronavirus tient à l'avenir du modèle de société ouverte prônée par la mondialisation et défendu par le courant libéral qu'incarne le macronisme. De nombreuses voix se sont élevées, notamment du côté du Rassemblement national (RN), pour dénoncer le fait que les frontières n'avaient pas été fermées assez tôt pour éviter la propagation de la maladie. L'Union européenne a également fait l'objet de remises en cause pour son incapacité à coordonner les efforts dans la lutte contre l'épidémie. De plus, la gestion de la crise sanitaire a conduit à comparer les politiques suivies d'un État à l'autre et leur efficacité relative.

La vague 11 bis du Baromètre contient un certain nombre de questions permettant de savoir si la gestion de cette épidémie a suscité un changement dans les représentations de la mondialisation et de l'État. On partira ici de la question : « Estimez-vous que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ? ».

I – La demande de protection a augmenté sous l'effet de la crise sanitaire

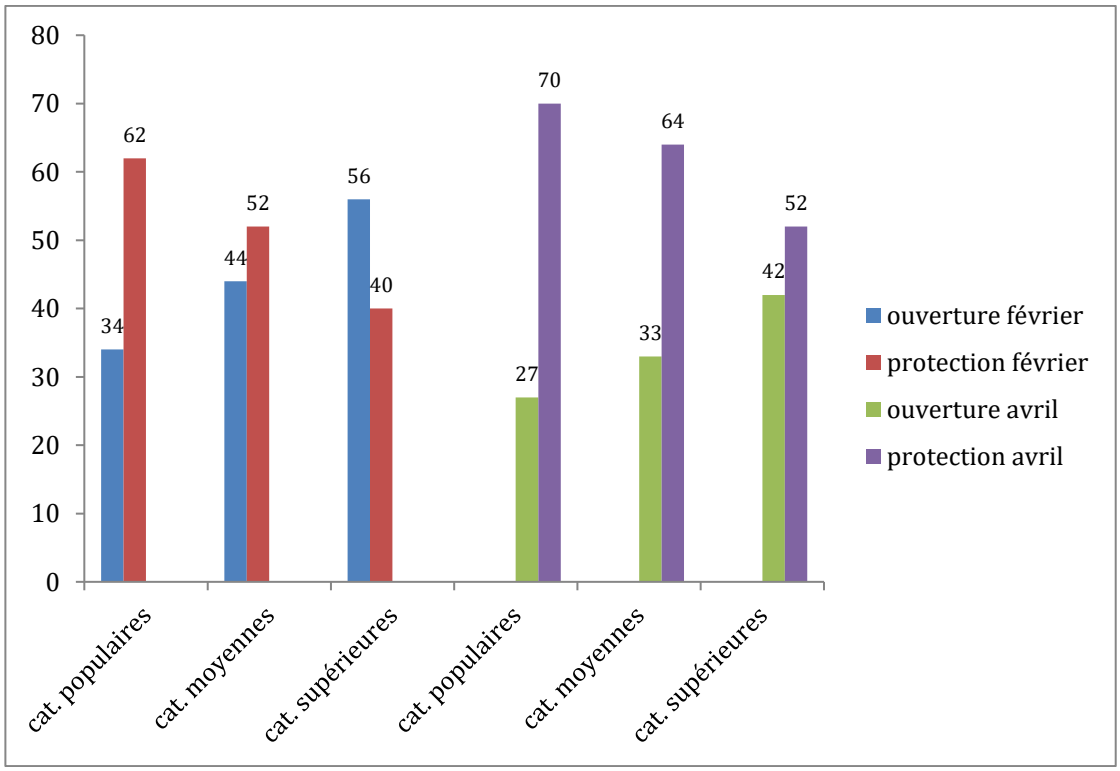
Une première analyse montre que les enquêtés qui ont répondu aux deux vagues successives d'enquête ont sensiblement évolué entre février et avril 2020. Alors que la proportion de ceux qui disent préférer que la France s'ouvre davantage au monde d'aujourd'hui passe de 42% à 32%, celle qui estime que la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui passe de 54% à 64%. La proportion d'enquêtés ne sachant pas quoi répondre reste stable à 4%.

Cette évolution est cependant différentielle et ne concerne pas de la même façon toutes les dimensions de la vie économique ou politique. Entre février et avril 2020, on voit en effet, parmi ceux qui sont favorables à l'ouverture de la France, que la proportion de ceux qui sont en faveur de l'ouverture économique baisse de 90% à 85% alors que celle de ceux qui sont favorables à l'ouverture migratoire s'élargit de 55% à 60%. Mais l'évolution est surtout à observer du côté de ceux qui se prononcent en faveur d'une plus grande protection de la France. Dans leurs rangs, la proportion de ceux qui veulent plus de protection à l'égard des flux migratoires baisse de 87% à 83% mais celle de ceux qui recherchent davantage de protection économique grimpe de 55% à 69%. La fermeture à l'égard de l'immigration ou des migrations est donc toujours plus grande que le protectionnisme économique, ce dernier gagne néanmoins du terrain.

Globalement, la demande de protection a touché l'ensemble des catégories sociales[1] et, si elle désigne toujours davantage les catégories populaires, n'épargne plus désormais les catégories moyennes et supérieures où cette demande a le plus augmenté. Elle n'est liée ni à l'âge ni aux effets économiques directs de l'épidémie sur les enquêtés. Par exemple, les réponses à la question « Êtes-vous affecté au plan de vos ressources financières par la crise actuelle du coronavirus ? » ne modifient pas sa distribution. Il semble bien qu'il s'agisse d'une remise en cause plus générale des conditions de l'action publique.

Graphique 1 - La demande d'ouverture et de protection par catégorie sociale entre février et avril 2020 (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11 bis, 2020



[1] La définition des catégories sociales repose sur les regroupements suivants, tout en reconnaissant que ce type de classement est toujours imparfait et qu'il peut être amélioré : les catégories populaires comprennent les ouvriers, les employés du privé comme du public et les artisans-commerçants ne disposant pas de personnel. Les catégories moyennes recouvrent les artisans-commerçants ayant des salariés, les femmes au foyer, les étudiants, les professeurs des écoles, les enseignants du second degré, les maîtres de conférence, les officiers, les journalistes, les professions intermédiaires du privé comme du public et, par défaut, les agriculteurs. Les catégories supérieures sont composées des cadres du privé, des industriels et gros commerçants, des patrons de TPE, des professions libérales, des cadres des trois fonctions publiques - à l'exception des enseignants - et des entreprises publiques, des permanents politiques, des universitaires de rang A, des intellectuels et artistes. Les retraités sont classés en fonction de leur dernière activité professionnelle.

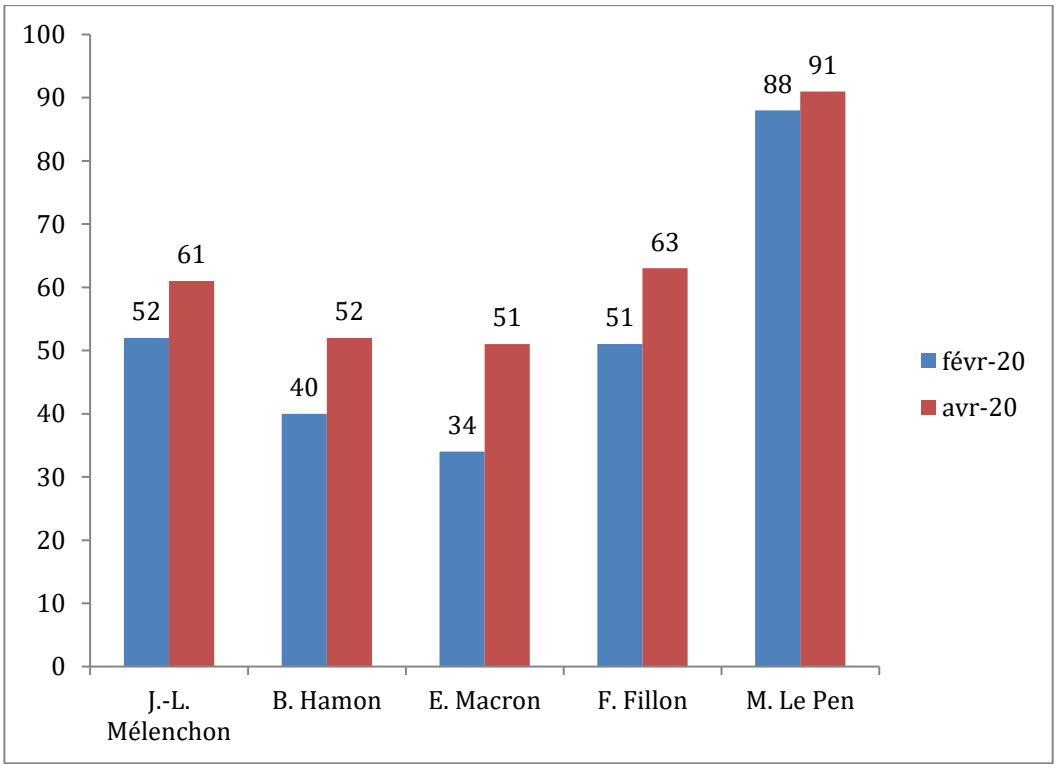
Cette distribution en grandes catégories se retrouve dans le détail des professions, l'épidémie ayant conservé, sinon accentué, les écarts sociaux. C'est ainsi qu'en avril 2020, la proportion d'enquêtés pensant qu'il faut renforcer la protection contre la mondialisation est de 48% parmi les cadres du public, 53% parmi les cadres du privé, mais de 65% parmi les employés du public, de 69% parmi les employés du privé et de 75% parmi les ouvriers qualifiés. La même fracture apparaît entre les retraités aisés qui souscrivent à cette proposition à hauteur de 50% alors que les retraités modestes y souscrivent à 75%.

La demande de protection varie fortement en fonction du niveau de peur ou de colère que suscite la situation née de l'épidémie. Les enquêtés ayant le moins peur (ils se situent sur les notes de 0 à 3 d'une échelle allant de 0 à 10) sont 52% à demander plus de protection contre 72% de ceux qui éprouvent le plus de peur (soit les notes allant de 7 à 10 sur la même échelle). Il en va de même de la colère : les enquêtés qui en éprouvent le moins sont 48% à rechercher davantage de protection contre 73% de ceux chez qui cette situation crée le plus de colère. Mais ces deux sentiments sont très liés à la position sociale (les catégories populaires ont peur à 53% contre 35% des classes supérieures et sont en colère à 53% contre 36%), position qui définit elle-même le niveau d'exposition au danger de contagion comme les ressources utilisables pour s'en protéger.

La demande de protection à l'égard de la mondialisation touche absolument tous les électorats. Cette demande, qui était particulièrement faible en février 2020 dans l'électorat macronien au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 y est désormais majoritaire. Il existe encore, certes, des différences entre les électorats les plus « ouverts » au monde, comme ceux d'Emmanuel Macron ou de Benoît Hamon, et les plus fermés, comme celui de François Fillon et surtout de Marine Le Pen, mais les différences se sont atténuées.

Graphique 2 - La demande de protection à l'égard du monde et son évolution par électorat entre février 2020 et avril 2020 (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11 bis, 2020



Note : on ne fait figurer dans le graphique que les électorats dont les effectifs sont suffisants dans les deux enquêtes pour produire des résultats fiables.

II - Lorsque réapparaît le clivage gauche-droite

Cette montée en force de la demande de protection à l'égard de la mondialisation signifie-t-elle la disparition, depuis longtemps annoncée, du clivage gauche-droite ? Il n'en est rien, car cette demande est bien plus forte à droite qu'à gauche. Les enquêtés qui se situent à gauche de l'échelle gauche-droite (soit les notes de 0 à 3 sur une échelle allant de 0 à 10) étaient 40% en février à demander plus de protection et 48% en avril. Ceux qui se situent au centre de l'échelle (soit les notes allant de 4 à 6) étaient 49% à la revendiquer en février et 62% en avril. Et ceux qui se situent à droite de l'échelle (soit les notes allant de 7 à 10) étaient 61% en février et 73% en avril.

Ces premiers résultats sont confirmés par la proximité partisane. Les enquêtés proches des partis de gauche sont peu nombreux en proportion à demander plus de protection : 32% pour le Parti communiste français (PCF), 48% pour Europe-Écologie-Les Verts (EELV), 50% pour le Parti socialiste (PS), bien que cette proportion monte à 62% chez les enquêtés proches de La France insoumise (LFI). En revanche, les enquêtés proches de partis de droite réclament davantage de protection à concurrence de 61% pour le Mouvement démocrate (MoDem), 65% pour l'Union des démocrates et indépendants (UDI), 66% pour Les Républicains (LR), 89% pour Debout le France (DLF), et 90% pour le Rassemblement national (RN). Les enquêtés proches de La République en marche (LREM) ne sont en revanche que 44% à demander plus de protection.

Cependant, le clivage gauche-droite joue au sein même de l'électorat d'Emmanuel Macron, qui est resté composite. Parmi ses électeurs au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, l'écart des réponses données à la question portant sur l'ouverture ou la protection du pays face à la mondialisation s'explique toujours dans les deux vagues par le niveau de diplôme et la catégorie sociale alors que l'âge ne joue pas. Mais la dimension politique est également très présente. En février 2020, ses électeurs qui se situaient à gauche étaient demandeurs de protection à concurrence de 27% contre 43% en avril. Ceux qui se situent au centre, sont passés de 32% à 48%. Mais ceux qui se situent à droite gagnent 25 points, passant de 41% à 66%.

III - Protectionnisme économique plus que fermeture xénophobe

La question reste de savoir si cette demande de protection vise autant les échanges économiques ou bien les flux migratoires. On a construit un indice de libéralisme économique sur la base de trois questions (faut-il réduire le nombre de fonctionnaires ? Pour sortir de la crise économique l'État doit-il faire confiance aux entreprises ou au contraire les contrôler davantage ? Doit-on donner la priorité à la compétitivité des entreprises sur le pouvoir d'achat des salariés ?). Cet indice qui va de 0 à 3 a été ensuite dichotomisé pour la facilité de lecture entre ceux qui sont forment libéraux et ceux qui sont faiblement libéraux. Entre les deux vagues de l'enquête, la part de ceux qui sont fortement libéraux baisse légèrement de 47% à 44%. On enregistre notamment une évolution sur certains des éléments de l'indice comme la réduction du nombre de fonctionnaires, une thèse qui se rétracte de 49% à 43%.

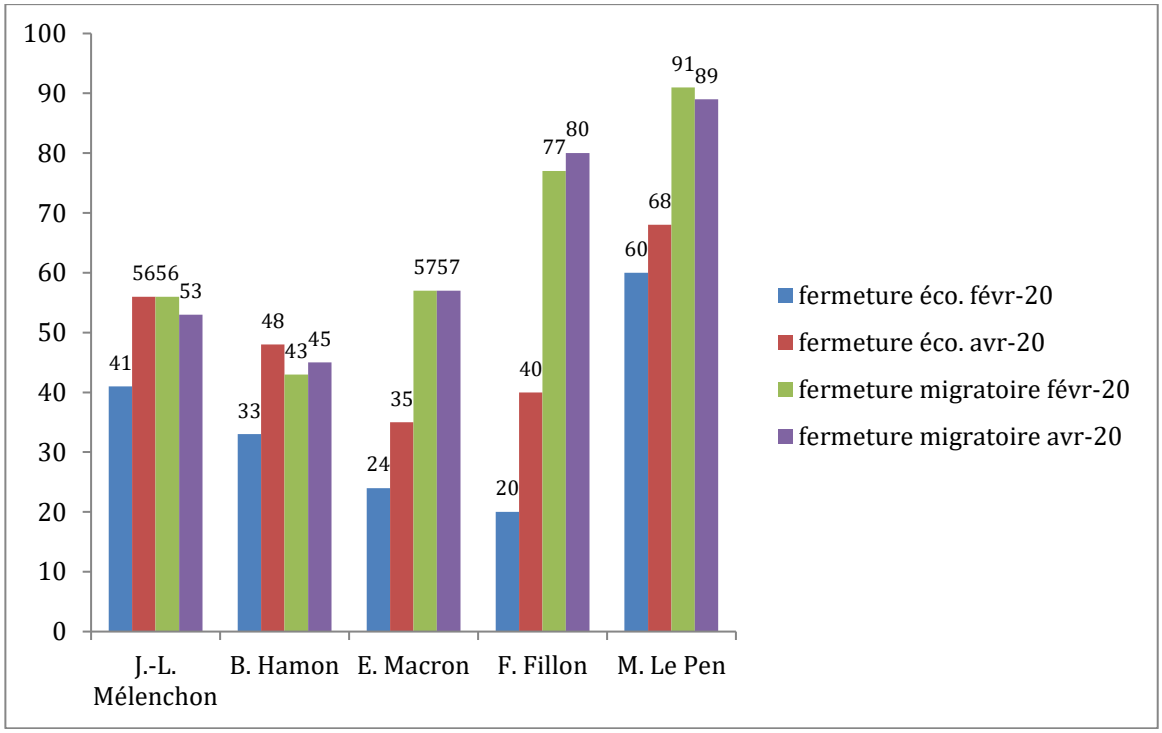
On a également construit un indice d'acceptation de l'immigration. Celui-ci repose également sur les réponses à trois questions (y a-t-il trop d'immigrés en France ? L'immigration est-elle un facteur d'enrichissement culturel ? L'immigration est-elle un facteur d'enrichissement économique ?). Cet indice a également été dichotomisé. En février 2020, les enquêtés positifs à l'égard de l'immigration constituaient 44% de l'échantillon et 45% en avril. Rien n'indique donc un bouleversement des représentations en matière de libéralisme économique ou d'immigration. En revanche, ce libéralisme tend à s'inscrire dans une vision renouvelée qui n'est plus celle du néolibéralisme mais d'une économie de marché plus contrôlée.

En effet, la demande de protectionnisme économique augmente sensiblement, quelle que soit l'orientation politique des enquêtés, alors que la demande de fermeture aux migrants ou aux immigrés reste stable voire baisse légèrement mais tout en restant à un haut niveau moyen. Dans l'électorat de François Fillon, acquis au libéralisme, la proportion d'enquêtés demandant plus de

protectionnisme double, passant de 20% à 40%. Elle augmente très sensiblement aussi dans l'électorat d'Emmanuel Macron, passant de 24% à 35%.

Graphique 3 - L'évolution de la demande de protection économique et à l'égard des flux migratoires par électorat (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11 bis, 2020



IV - Le retour de l'État

La demande de protection s'accompagne d'une demande d'État. Interrogés sur le point de savoir s'ils partagent la proposition « À l'avenir, il faudra mieux contrôler les frontières nationales », 73% des enquêtés répondent positivement et 32% disent qu'ils sont « tout à fait d'accord ». À cela s'ajoutent les réactions à la proposition : « C'est à l'État français et pas à l'Union européenne de contrôler les frontières nationales ». Les enquêtés sont également 73% à se dire d''accord dont 32% « tout à fait d'accord ».

La question de la protection à l'égard du monde d'aujourd'hui n'est pas déconnectée de la demande d'État car 85% de ceux qui veulent plus de protection pensent qu'il faudra mieux contrôler les frontières à l'avenir et 82% que c'est à l'État et pas à l'Union européenne de le faire alors que cette considération n'allait pas de soi.

Ce retour du pouvoir d'État se caractérise également par les réactions à la proposition « Il est important d'avoir un pouvoir exécutif fort face aux crises sanitaires ou environnementales » : 82% des enquêtés sont d'accord dont 27% « tout à fait d'accord ».

Sur deux de ces trois questions, le clivage gauche-droite joue beaucoup. C'est ainsi que l'idée de renforcer le contrôle sur les frontières nationales ne séduit que 50% des enquêtés se positionnant à gauche contre 71% de ceux qui se situent au centre et 87% de ceux qui se situent à droite. Il en va de même en ce qui concerne le renforcement de l'État face à l'Union européenne en la matière : 61% des enquêtés de gauche sont d'accord contre 70% des enquêtés centristes et 83% des enquêtés de droite. La troisième proposition, concernant le renforcement du pouvoir exécutif en période de crise sanitaire ou environnementale, est moins clivante bien que les enquêtés de gauche approuvent la proposition à 77% contre 84% de ceux du centre et 89% de ceux de droite.

Même si le positionnement politique peut être sujet à caution, il demeure que ces résultats sont confirmés par la proximité partisane. Par exemple, le contrôle plus strict des frontières nationales est soutenu, à gauche, par 52% des enquêtés proches du PS, 57% de ceux proches d'EELV mais 63% de ceux proches de LFI et 64% de ceux proches du PCF. Au centre, à mesure que l'on glisse vers la droite, par 59% des enquêtés proches de LREM, 67% de ceux proches du MoDem et 73% de ceux proches de l'UDI. À droite, par 86% des enquêtés proches de LR, 96% de ceux proches de DLF et du RN. Et cette proportion est également de 81% pour les enquêtés qui ne s'estiment proches d'aucun parti et qui constituent tout de même le tiers de l'échantillon.

Ces trois questions constituent bien une échelle statistique (alpha de Cronbach = 0,581). On les a donc intégrées dans un indice de « pouvoir d'État » allant de 0 à 3. Cet indice est statistiquement corrélé avec l'indice de libéralisme économique mais aussi avec un indice d'autoritarisme[2]. En revanche, il est dans une relation de corrélation négative avec l'indice mesurant l'acceptation de l'immigration.

Si l'on compte tous les enquêtés qui sont à la fois fortement libéraux (du moins dans les termes de l'indice qui privilégient le rôle des entreprises), favorables au renforcement du pouvoir d'État, et désireux de voir la France se protéger à l'égard de la mondialisation, on obtient un groupe représentant 23% des enquêtés. La moitié de ce groupe se situe au centre et à droite de l'échelle gauche-droite, un tiers en dehors de l'échelle. Il se retrouve concentré dans les classes moyennes (47%) et populaires (36%), alors qu'il pénètre moins les classes supérieures (17%). On pourrait penser qu'il s'agit de l'électorat de Marine Le Pen en 2017. Il n'en est rien. Ce groupe a voté au premier tour de la présidentielle à 25% pour elle mais aussi à 27% pour Emmanuel Macron et 29% pour François Fillon.

V - Que va-t-il rester de (et à) l'Union européenne ?

En moyenne, on n'enregistre pas entre février et avril 2020 une poussée de réactions anti-européennes. La proportion d'enquêtés estimant que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose est toujours de 47% alors que 33% pensent qu'elle n'est ni bonne ni mauvaise et 20% seulement que c'est une mauvaise chose. La proportion de ceux qui pensent être seulement Français ou plus Français qu'européens est toujours de 66%.

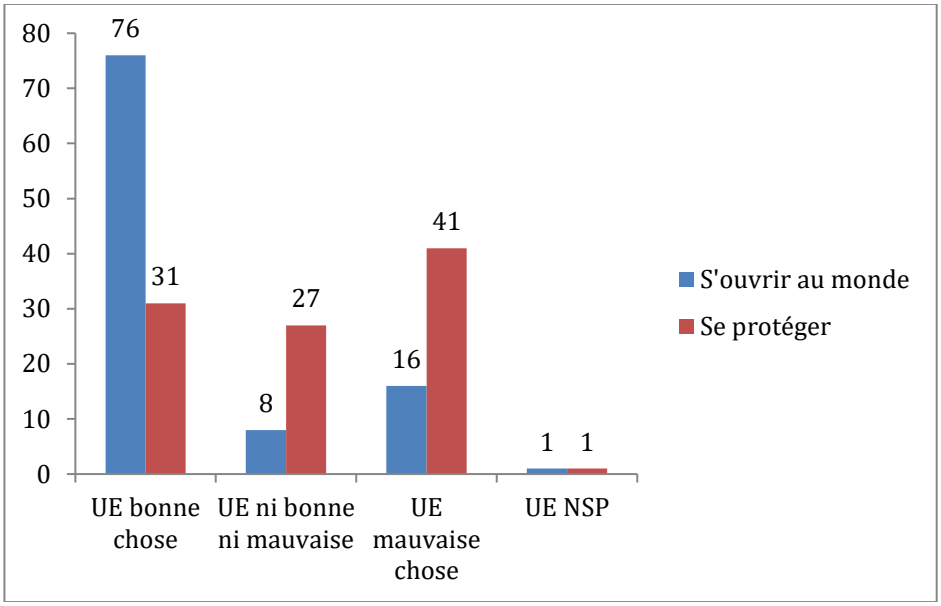
Néanmoins, ces moyennes sont trompeuses. Car si on les analyse au prisme de la demande de protection, les résultats s'avèrent fortement contrastés. La demande de protection ne suscite pas tant un rejet de l'UE qu'une interrogation sur son rôle et son avenir comme l'indique la variation importante de la proportion de ceux qui pensent que ce n'est ni une bonne ni une mauvaise chose.

La défense du pouvoir d'État, en revanche, ne s'inscrit pas dans une opposition frontale à l'UE. Les enquêtés défendant fortement le retour du contrôle de l'État sur les frontières ou l'idée d'un pouvoir exécutif fort en période de crise sont en retrait du sentiment pro-européen sans plus : 41% pensent que l'appartenance à l'UE est une bonne chose, 35% que ce n'est ni une bonne ni une mauvaise chose et 35% que c'est une mauvaise chose. Ces résultats semblent donc indiquer que l'attente est forte pour une clarification des rôles respectifs de l'État et de l'UE, qui semble jouer, pour une majorité d'enquêtés, au profit du premier.

[2] L'indice d'autoritarisme a été créé sur la base de trois questions : un bon système politique est celui qui a à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections, est celui où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, est celui où l'armée dirige le pays. Le niveau d'autoritarisme est également plus important à droite qu'à gauche. Si on le dichotomise, la proportion d'enquêtés étant fortement autoritaires (c'est-à-dire ceux qui approuvent au moins deux des propositions) est de 15% à gauche, 26% au centre et 38% à droite. Le niveau d'autoritarisme n'a pas évolué entre février et avril 2020.

Graphique 4 - La demande de protection et la perception de l'Union européenne (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11 bis, 2020



Conclusion

Une première analyse rapide des effets politiques de la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus pourrait conduire à penser que le rejet du néolibéralisme et de la mondialisation implique le retour en force de la gauche. Certes, on enregistre une poussée de confiance dans les grands services publics, et notamment dans le secteur hospitalier, une grande confiance dans les informations fournies par les médecins, bien plus d'ailleurs que dans les statistiques officielles provenant du gouvernement, et une forte demande de protection économique. Cela pourrait indiquer que les enquêtés se sont réorientés vers la gauche du spectre politique. Cependant, la distribution des positions politiques n'a pas changé entre février et avril 2020 et cette stabilité est même étonnante : 19% des enquêtés dans les deux vagues se situent à gauche, 34% à 35% au centre, 27% à droite et 20% en dehors de l'échelle. On n'observe donc pas de glissement partisan et la gauche reste minoritaire dans l'opinion.

La demande de protectionnisme économique, quant à elle, a gagné beaucoup de terrain au sein de l'ancien électorat d'Emmanuel Macron comme dans l'électorat de droite. S'associant à une demande parallèle de pouvoir d'État et de contrôle des frontières nationales, elle vient renforcer la position stratégique de la droite bien plus que celle de la gauche. Si le macronisme doit se réinventer, comme l'appelait de ses vœux le président de la République lors de son discours du 13 avril 2020, il reste à savoir s'il pourra toujours se redéployer au-delà du clivage gauche-droite et surtout ignorer cette demande d'État et de protection. C'est sans doute au sein des droites que cet enjeu va devenir décisif à l'horizon de la présidentielle de 2022.

Bibliographie et références documentaires

ROUBAN (Luc), *L'emprise du libéralisme autoritaire en France*, CEVIPOF, Note n° 1, Le Baromètre de la confiance politique, vague 11, février 2020.
https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique

L'auteur
Luc Rouban
Directeur de recherche au CNRS
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition
Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation
Marilyn Augé

Pour citer cette note :

ROUBAN (Luc), « Les conséquences politiques de la crise sanitaire : le retour de l'État », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF,* note 1, vague 11bis, avril 2020, 8 p.
URL : https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre

© CEVIPOF, 2020 Luc Rouban

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.
Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

info.cevipof@sciencespo.fr **www.cevipof.com**